



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 103

Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse

Présentation

**Présenté par
M. Robert Bourassa
Premier ministre**

**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société d'Investissement Jeunesse.

La Société aura pour fonctions de développer, avec la participation des entreprises privées, l'esprit d'entreprise chez les jeunes, de fournir une aide aux jeunes qui veulent établir une entreprise, de favoriser la création d'emploi pour les jeunes et d'administrer tout fonds requis pour l'exercice de ses fonctions.

Dans la poursuite de ses objectifs, la Société, qui sera un mandataire du gouvernement, pourra recevoir des dons, legs, subventions ou contributions et conclure des ententes avec toute personne, société ou organisme.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

- Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38).

Projet de loi 103

Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

CONSTITUTION ET SIÈGE SOCIAL

1. Une corporation sans but lucratif est constituée sous le nom de « Société d'Investissement Jeunesse », ci-après appelée « la Société ».

2. La Société est un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.

La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

3. Sous réserve de la présente loi, la Société est régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38).

4. Le siège social de la Société est établi dans le territoire de la Communauté urbaine de Montréal ou à tout autre endroit que détermine son conseil d'administration.

SECTION II

ADMINISTRATION

5. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé d'au moins onze et d'au plus vingt membres, dont un président du conseil, nommés par le gouvernement, après consultation du milieu des affaires.

6. La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder cinq ans.

7. S'il survient des vacances dans le conseil d'administration, le gouvernement peut y pourvoir en nommant des remplaçants pour le reste du mandat.

8. À la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, sauf si leur poste est supprimé à l'occasion d'une réduction du nombre de membres du conseil.

9. Le conseil d'administration peut constituer parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois de ses membres.

Le président du conseil d'administration est membre d'office et président du comité.

Le conseil d'administration détermine par règlement les fonctions et pouvoirs que le comité peut exercer.

10. Le président ou deux membres du conseil d'administration peuvent convoquer une séance du conseil d'administration; le président du comité exécutif ou deux de ses membres peuvent convoquer une séance du comité exécutif.

11. Le quorum du conseil d'administration est d'au moins la moitié de ses membres en fonction. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

SECTION III

FONCTIONS ET POUVOIRS

12. La Société a principalement pour fonctions:

1° de développer, avec la participation des entreprises privées, l'esprit d'entreprise chez les jeunes;

2° de fournir une aide financière ou technique aux jeunes qui veulent établir une entreprise;

3° de favoriser la création d'emploi pour les jeunes par toutes mesures appropriées, notamment par une aide financière et technique à l'établissement ou à l'expansion de toute entreprise;

4° de constituer et d'administrer tout fonds requis pour l'exercice de ses fonctions.

13. Dans la poursuite de ses objectifs, la Société peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou contributions et s'associer ou conclure des ententes ou accords avec toute personne, société ou organisme privé, public ou parapublic.

14. L'article 224 de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est remplacé, pour la Société, par le suivant:

«**224.** Les articles de la partie I de la présente loi s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, à la Société d'Investissement Jeunesse, sauf les suivants: 3 et 4; 6 et 7; le deuxième alinéa de 8; 11; 13 à 17; 26; 41 à 43; 45 à 76; 79; 81; 82; 86; les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 de 91; 92 à 94; 96; les sous-paragraphes *j* et *k* du paragraphe 3 de 98; 102; les sous-paragraphes *d* et *e* du paragraphe 1 et le paragraphe 2 de 104; 113 et 114; 122 et 123. ».

15. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

16. La Société succède à la Corporation d'Investissement Jeunesse (Québec) constituée par lettres patentes délivrées par l'inspecteur général des institutions financières le 19 février 1986 et enregistrées, à la même date, au libro C-1205, folio 10; elle acquiert les droits et assume les obligations de cette corporation, qui est dissoute.

17. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).